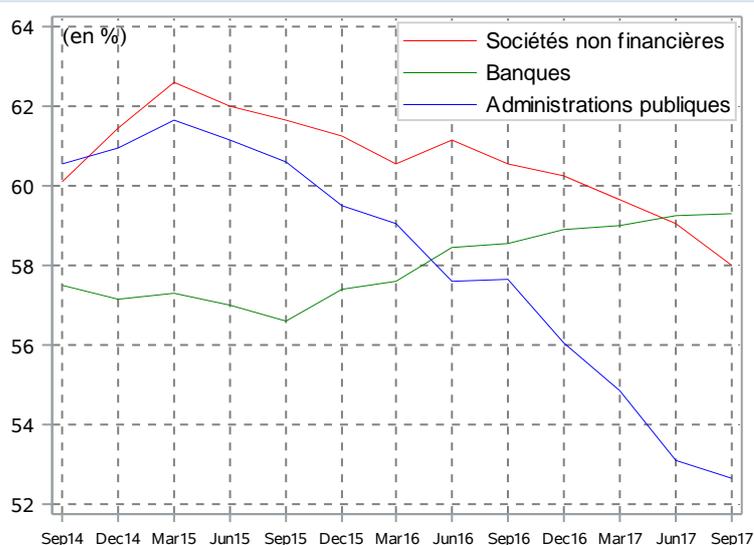


Émission et détention de titres français au 30 septembre 2017

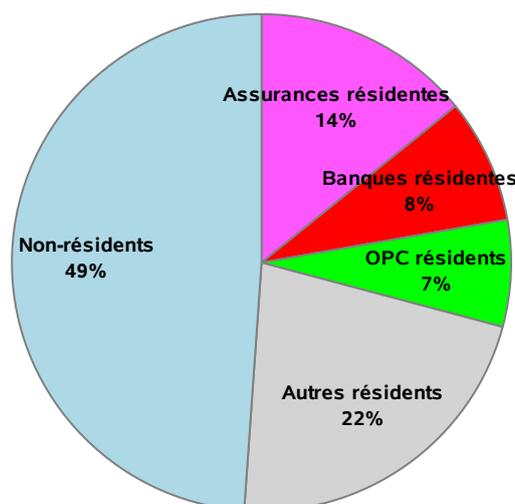
La détention non-résidente des titres français poursuit sa décrue

- Les émissions nettes de titres de dette s'élevèrent au troisième trimestre 2017 à 14 Mds €. En cumul sur quatre trimestres, elles atteignent 122 Mds €, dont 66 Mds € pour les administrations publiques et 45 Mds € pour les sociétés non financières.
- Au troisième trimestre 2017, les non-résidents allègent leur position en titres de dette à hauteur de 30 Mds €, dont 20 Mds émis par les administrations publiques. Ils vendent également pour 2 Mds € d'actions cotées. Leur part dans la détention de titres de dette de long terme des banques progresse légèrement et s'établit à 59 % fin septembre. Elle diminue pour les titres émis par les sociétés non financières (à 58 % au lieu de 61 % fin septembre 2016) et les administrations publiques (à 53 % au lieu de 58 % fin septembre 2016). Au total, les non-résidents détiennent 55 % des titres de dette de long terme émis par les résidents, contre 58 % fin septembre 2016.

Graphique 1 : Détention par les non-résidents de la dette de long terme (par secteur émetteur résident)



Graphique 2 : Répartition par secteur détenteur des titres émis par les résidents (dettes et actions cotées) à fin septembre 2017



- (1) L'encours des titres de dette est exprimé en valeur nominale, celui des actions en valeur de marché. Les flux d'achats/ventes sont exprimés en valeur de transaction.
- (2) Hors impact des opérations internes aux groupes bancaires et y compris les émissions des sociétés de financement.
- (3) Les institutions financières non **monétaires émettrices** regroupent notamment les assurances, les organismes de titrisation, les fonds communs de créance, les entreprises d'investissement.
- (4) Émissions nettes totales, non consolidées (pas de rapprochement possible de ce fait avec l'encours de titres pris en compte pour la mesure de l'endettement public selon le Traité de Maastricht).
- (5) L'encours des titres de dette est exprimé en valeur nominale, celui des actions en valeur de marché. Les flux d'achats/ventes sont exprimés en valeur de transaction.
- (6) Hors impact des opérations internes aux groupes bancaires et y compris les émissions des sociétés de financement.
- (7) Les institutions financières non **monétaires émettrices** regroupent notamment les assurances, les organismes de titrisation, les fonds communs de créance, les entreprises d'investissement.
- (8) Émissions nettes totales, non consolidées (pas de rapprochement possible de ce fait avec l'encours de titres pris en compte pour la mesure de l'endettement public selon le Traité de Maastricht).

Source et réalisation : DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES



Tableau 1 : ÉMISSIONS DE TITRES PAR SECTEUR ET FLUX NETS D'ACHATS

(Encours et flux en milliards d'euros)

	Encours brut	Émissions nettes	Flux net d'achat par les non-résidents	Emissions nettes	Flux net d'achat par les non-résidents
	Fin sept 2017	Cumul 4 trimestres		T3 2017	
TOTAL	5 818	139	-21	19	-32
TITRES DE DETTE (1)	3 721	122	-19	14	-30
Sociétés non financières	613	45	10	5	-3
Administrations publiques (4)	1 901	66	-48	-1	-20
<i>dont État (4)</i>	<i>1 693</i>	<i>66</i>	<i>-36</i>	<i>6</i>	<i>-13</i>
Banques (2)	1 068	-2	18	-2	-8
<i>dont garanties par des actifs affectés</i>	<i>274</i>	<i>-4</i>	<i>-4</i>	<i>-1</i>	<i>-2</i>
<i>dont émissions de court terme</i>	<i>231</i>	<i>-3</i>	<i>10</i>	<i>3</i>	<i>-4</i>
Institutions financières non monétaires (3)	140	13	2	12	1
ACTIONS COTÉES (1)	2 097	17	-2	5	-2

Tableau 2 : ÉVOLUTION DE LA PART DES ÉMETTEURS RÉSIDENTS DANS LES ÉMISSIONS DE LA ZONE EURO

(valeurs nominales, encours et flux en milliards d'euros)

	Encours brut de la ZE	Part de la France dans l'encours de la ZE	Émissions brutes cumulées sur 4 trimestres. Fin sept 2017		Part de la France dans les émissions brutes de la ZE cumulées sur 4 trimestres	
	Fin sept 2017		France	Zone euro	Fin sept 2017	Fin sept 2016
TITRES DE DETTE	16 666	22%	2 366	7 334	32%	34%
Sociétés non financières	1 259	49%	325	642	51%	50%
Administrations publiques	7 982	24%	845	2 362	36%	37%
Banques	4 100	26%	1 096	2 756	40%	38%
<i>dont émissions de court terme</i>	<i>530</i>	<i>44%</i>	<i>941</i>	<i>1 993</i>	<i>47%</i>	<i>46%</i>
Institutions financières non monétaires	3 325	4%	100	1 574	6%	6%

Complément page 1

Les statistiques commentées dans le présent document sont élaborées par la Direction générale des statistiques de la Banque de France (direction de la balance des paiements). Les données relatives aux émissions sont établies à partir des déclarations des émetteurs et celles relatives aux détenteurs par les déclarations des teneurs de compte conservateur. Pour en savoir plus sur l'activité de tenue de compte – conservation de titres : <https://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/stats-info/detail/conservation-de-titres.html>

Le long terme correspond aux émissions d'une durée initiale supérieure à un an.

Les données présentées ici sont susceptibles d'être révisées en fonction des corrections et compléments de collecte trimestriels et annuels.

